

**Délibération n°146 du 4 février 2010**  
**Arrêtant un nouveau formulaire de demande d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques**

L'Agence française de lutte contre le dopage,

Vu la partie législative du code du sport, notamment ses articles L. 232-2, L. 232-5 et L. 232-9,

Vu la partie réglementaire du code du sport, notamment ses articles R. 232-72 à R. 232-85,

Vu la délibération n° 37 rectifiée du 17 janvier 2008 arrêtant les formulaires de demande d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques,

Vu la délibération n° 68 du 4 octobre 2007 portant acceptation du code mondial antidopage,

Vu le standard international pour les autorisations à usage thérapeutique (AUT) dans sa version rendue publique par l'Agence mondiale antidopage le 3 novembre 2009 et applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, annexé à la Convention internationale contre le dopage dans le sport adoptée à Paris le 19 octobre 2005 et entrée en vigueur en France le 1<sup>er</sup> avril 2007,

Décide :

Article 1<sup>er</sup> : Pour bénéficier d'une autorisation d'usage à des fins thérapeutiques, le sportif concerné, son représentant légal ou la ou les personnes investies de l'autorité parentale, doit faire parvenir à l'Agence, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le formulaire mentionné à l'article 4, dûment complété, de demande d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques, ou de renouvellement d'une telle autorisation, en fonction de la substance interdite qui lui a été prescrite.

Article 2 : A compter de la première publication au Journal officiel de la République Française de la liste des substances et procédés interdits pour 2010, mentionnée à l'article L. 232-9 du code du sport, les demandes d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques sont toutes examinées par un comité composé de médecins placé auprès de l'Agence visé à l'article L.232-2 du code du sport.

Article 3 : La délibération n° 120 du 8 janvier 2009 arrêtant les formulaires de demande d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques est abrogée à compter de l'entrée en vigueur de la présente délibération.

Article 4 : Le formulaire de demande d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques prend la forme du document figurant en annexe à la présente délibération.

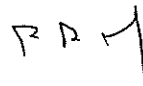
Article 5 : Le formulaire de demande d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques peut être obtenu à partir du site *Internet* de l'Agence. L'Agence transmet également par courrier postal ou électronique les formulaires qui lui sont demandés.

Article 6 : La présente délibération entre en vigueur à compter de la première publication au Journal officiel de la République Française de la liste des substances et procédés interdits pour 2010, mentionnée à l'article L. 232-9 du code du sport.

Article 7 : La présente délibération sera publiée au Journal officiel de la République française et sur le site *Internet* de l'Agence.

La présente décision a été délibérée le 4 février 2010 avec la participation de M. Pierre BORDRY, président, de MM. Jean-François BLOCH-LAINE, Claude BOUDÈNE, Jean-Michel BRUN, Laurent DAVENAS, Sébastien FLUTE, Jean-Pierre GOULLÉ, Guy JOLY et Michel Le MOAL et Michel PECHAYRE, Membres.

Paris, le 4 février 2010

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'P BORDRY'.

Le Président,  
Pierre BORDRY